NON AU GRIPEN

IL EST TEMPS MAINTENANT DE SANCTIONNER LA POLITIQUE DE DEFENSE MENEÉ PAR LE CHEF DU DPPS

Ueli Maurer a encore essayé, le 7 avril à Lausanne, d'associer "Non au Gripen = vote contre l'armée". Mais cette fois, ça suffit, il ne prendra plus les Citoyens en otage. Le 22 septembre 2013, le peuple a très clairement, par 73% des voix, exprimé son attachement à son institution militaire. Ce faisant, il ne s'adressait pas seulement au GSSA et à tous ceux qui veulent priver ce pays de ses moyens de défense et de sécurité, il adressait également un message sans équivoque au chef de sa défense et de sa sécurité : on veut une armée forte et crédible.

Examinons 12 points non exhaustifs qui nous amènent à refuser cet achat

1. **Le détournement du vol d'Ethiopian Airlines** a prouvé que nos forces aériennes n'ont même plus la mission d'assurer une simple police aérienne, et on ne parle pas ici d'interception. Des accords secrets ont donc été signés avec des puissances étrangères pour sous-traiter notre sécurité (ici l'Italie et la France, au forum de Davos l'Autriche). Qu'en est-il de notre souveraineté ? Pour quelles missions dès lors avons-nous besoin des Gripen ?
2. **Les mouchards américains qui équiperont le Gripen** posent la question de notre dépendance vis-à-vis de l'OTAN et des Américains et par là, celle de notre neutralité. Sauf évidemment si ces avions leur sont réservés, en vertu d'autres accords secrets !
3. **Si la stratégie du Conseil fédéral est de faire des économies** en stoppant les vols à 17h00 et les jours fériés - 20 petits millions par an selon la [RTS](#), 40 selon Denis Froidevaux, président de la Société suisse des officiers (Lausanne, 7 avril 2014) -, pourquoi dès lors ne pas économiser plus en s'abstenant d'en acheter, car la menace est rarement cantonnée à des heures de bureau.
4. **On nous dit que le Gripen est "le meilleur avion pour ce prix"**, accompagné de cette phrase sibylline *"on fera ce qu'on peut avec ce qu'on a"* (responsable projet TTE des forces aériennes, SMG, 20.03.2012). Si la question financière l'emporte sur la qualité de la sécurité, la politique destructrice du Conseil fédéral se rapproche alors de celle du GSSA.
5. **Des spécialistes militaires** nous assurent que le Gripen est un très bon avion. D'autres, avant eux, en avaient fait de même avec le F5 Tiger, dont on nous avoue aujourd'hui qu'il ne peut voler que de jour et qu'il était totalement dépassé à son époque.
6. **Le manque de planification de notre défense aérienne** va nous rendre vulnérable de 2015 (date de retrait des Tigers) à 2021, date de la fin de la dotation prévue en 22 Gripen, le premier étant livré en 2018, à raison de 1 tous les 2 mois. On nous parle de sécurité alors que nous avons un **trou dramatique de 6 ans dans notre couverture aérienne** laissée aux seuls F18. Pas sûr que les mots du responsable du projet TTE des forces aériennes *"on croise les doigts"* (SMG, 20.03.2012) suffisent à nous protéger.
7. **Une liquidation de 50 Tigers interviendra en 2015**. Ces avions seront semble-t-il vendus à vil prix (on parle de USD 10'000 pièce) aux Etats-Unis comme avion école. Pour ce prix, on peut au moins les garder pour nos pilotes et conserver quelques avions de plus. Avec les économies réalisées, on pourra acheter des phares et du carburant pour les faire voler.
8. **Pourquoi dépenser des milliards pour des avions** alors que notre chef du DPPS orchestre dans le même temps, au pas de charge, le démantèlement de notre armée, en demandant au passage la complicité des officiers, sous peine de les taxer de GSSistes
9. **On demande des milliards aux Citoyens**, alors que dans le même temps on en gaspille tout autant en bradant, en démantelant ou en détruisant du matériel encore en état de marche (M113, matériel de corps, forteresses, ...).
10. **On a tellement laisser rogner le budget de la défense** que nos soldats n'ont plus d'équipements de base suffisants, que notre parc véhicules, vieux et mal entretenu pose aujourd'hui des problèmes sécuritaires faute de maintenance suffisante, que notre matériel n'a plus le temps d'être contrôlé et rétabli. Alors utilisons d'abord cet argent à pallier au plus pressé,

11. **La politique de Défense et de Sécurité par le Conseil fédéral** se fait désormais **par voie d'ordonnance**. Le Parlement et les Citoyens sont ainsi privés de toute vision globale.
12. **La politique d'otanisation menée en sous-marin**, nous amènent à nous interroger sur les accords secrets qui ont été signés avec l'OTAN et dont personne n'est au courant. On sent bien que les décisions du DPPS résultent d'engagement pris, sans en référer au peuple.

Pour ou contre le Gripen, à ce stade, c'est totalement secondaire ! Ce qui est essentiel et qui est mis en cause, c'est la politique de défense menée actuellement par le chef du DPPS, qui va à l'encontre de la volonté du Souverain et qui met notre pays en incapacité non seulement d'assurer sa défense mais encore sa sécurité. Il faut crever l'abcès. Plus vite nous l'aurons fait, plus vite nous pourrons nous atteler à reconstruire et réorganiser cette armée dans l'intérêt de ses citoyens et non dans l'optique d'aider un pays étranger à asseoir son hégémonie sur le monde. Le peuple, officiers compris, ne doit plus cautionner et devenir otage, et dès lors complice, de cette stratégie destructrice.

Nous voulons une vraie politique de défense, souveraine, indépendante et neutre, basée sur le concept de l'armée de milice qui est le seul, par ses spécificités, à convenir à ce pays.

Nous voulons un vrai budget de la défense de 3-5% du PIB, voté par période de 10 ans (5% au début pour rattraper l'énorme retard accumulé).

Le chef du DPPS, le 7 avril 2014, à Lausanne a relevé avec ironie : "c'est la démocratie, on a 7 millions d'habitants qui tous veulent donner un avis professionnel". Monsieur Maurer, arrêtez de prendre les citoyens pour des idiots ! Le Citoyen est très souvent bien plus sage que ses élites éclairées !

Le Lobby des Citoyens a soumis le 12 juin 2013 au Président de la Confédération, à l'époque justement notre chef du DPPS, un projet intitulé

HELVETIA EN DANGER – ET SI ON REPRENAIT L'INITIATIVE

(cliquez sur le titre pour l'ouvrir)

En cette période de guerre économique que personne ne prend au sérieux et qui est en train de laminer ce pays, l'enveloppe budgétaire que représente l'achat d'un avion de combat devrait être utilisée de façon plus intelligente. Le 6 septembre 2013, nous avons recommandé aux Conseillers nationaux de reporter le vote sur le Gripen (voir notre [prise de position sur le Gripen](#)).

Quelques jours auparavant, le 29 août 2013, nous avons également présenté notre [prise de position sur la Défense](#)

Citoyens, soyez vigilants, ne vous laissez pas manipuler.

Réagissez, dites halte et votez la sanction : **NON AU GRIPEN !**

Genève, le 16 avril 2014

Marc R. Studer
Président
Le Lobby des Citoyens